

Avis de convocation / avis de réunion

EUROVALYS

Société Civile de Placement Immobilier au capital social maximum de 500 000 000 €
Siège social : 52 rue de Bassano 75008 Paris
810 135 632 R.C.S. Paris

Avis de convocation

Les associés de la SCPI EUROVALYS sont convoqués en assemblée générale ordinaire, le 29 mai 2018 à 10 heures 30, à l'**Espace George V au 10 avenue George V 75008 Paris**,

Qui sera appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

I. Lecture :

- du rapport de la société de gestion ;
 - du rapport du conseil de surveillance ;
 - des rapports du commissaire aux comptes
- Et approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018

II. Quitus donné à la société de gestion

III. Quitus donné au conseil de surveillance

IV. Approbation des conventions visées à l'article L.214-106 du code monétaire et financier

V. Affectation du résultat

VI. Approbation de la valeur comptable, de la valeur de réalisation et de la valeur de reconstitution

VII. Pouvoirs à donner pour l'accomplissement des formalités

Les associés de la SCPI EUROVALYS seront appelés à voter sur le projet de résolutions à titre ordinaire suivant:

Première résolution. — L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion, du rapport du conseil de surveillance, des rapports du commissaire aux comptes, du bilan, du compte de résultat et annexes de l'exercice clos le 31 décembre 2018, approuve lesdits rapports, bilan, compte de résultat et annexes, ainsi que les opérations résumées dans ces rapports et traduites dans ces comptes.

Deuxième résolution. — L'assemblée générale donne à la société de gestion quitus de sa mission pour l'exercice écoulé et lui renouvelle, en tant que de besoin, sa confiance aux fins d'exécution de son mandat dans toutes ses dispositions.

Troisième résolution. — L'assemblée générale donne quitus entier et définitif de sa mission au conseil de surveillance pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 et lui renouvelle sa confiance aux fins d'exécution de son mandat.

Quatrième résolution. — L'assemblée générale après avoir entendu la lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les opérations visées à l'article L214-106 du code monétaire et financier, prend acte de ce rapport et en approuve le contenu.

Cinquième résolution. — L'assemblée générale ordinaire constate l'existence d'un bénéfice de 7 250 794 € (euros), qui augmenté du report à nouveau, soit 628 714 € (euros), correspond à un bénéfice distribuable 7 879 508 € (euros) réparti comme suit :

- Dividende total au titre de l'exercice 2018 : 6 970 005 €
- Nouveau report à nouveau : 909 503 €

En conséquence, le dividende net par part de pleine jouissance pour l'exercice 2018 s'élève à 45,00 € (euros). Il est rappelé ci-après les acomptes sur dividendes distribués selon les dates de jouissance des parts à titre d'acompte :

Jouissance :	1er trim. 2018	2ème trim. 2018	3ème trim. 2018	4ème trim. 2018
Pour un trimestre entier :	10,00 €	10,00 €	10,00 €	15,00 €

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice mentionné à l'article L.123-13 du Code de commerce, diminué des pertes antérieures et augmenté des reports bénéficiaires. Le bénéfice ainsi déterminé, diminué des sommes que l'assemblée générale a décidé de mettre en réserve ou de reporter à nouveau, est distribué aux associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux en tenant compte des dates d'entrée en jouissance.

Sixième résolution. — L'assemblée générale approuve la valeur comptable, la valeur de réalisation et la valeur de reconstitution telles qu'elles sont présentées, à savoir :

En €	Valeur globale	Valeur par part
Valeur comptable	216 410 397	889,74 €

Valeur de réalisation	217 738 598	895,20 €
Valeur de reconstitution	252 738 098	1 039,10 €

Septième résolution. — L'assemblée générale ordinaire donne tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie du présent acte sous seing privé constatant les décisions de l'assemblée générale ordinaire à l'effet d'accomplir toutes formalités et publicités prévues par la loi et les règlements en vigueur qui en seraient la suite ou la conséquence.